

DENOMINATION SOCIALE DU DISTRIBUTEUR :

SIEGE SOCIAL :

R. C. (Numéro du registre) :

CONTRAT TYPE DE FOURNITURE DU GAZ
CLIENTS MOYENNE PRESSION (MP)
(Contrat séparé du contrat de raccordement)

Référence du contrat :

Entre

Nom ou Raison Sociale du Client/Demandeur :

.....
.....

Adresse :

.....
.....

Désignée ci-après le « **Client** »,

D'UNE PART,

Et

Concession de Distribution de,

Désignée ci-après le « **Distributeur** »,

D'AUTRE PART,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

SOMMAIRE

CONDITIONS GENERALES	3
Article 01- OBJET DU CONTRAT	3
Article 02- DEFINITIONS	3
Article 03- DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
Article 04- ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES	4
Article 05- INSTALLATIONS INTERIEURES DU CLIENT	4
Article 06- DISPOSITIF DE COMPTAGE	5
Article 07- RACCORDEMENT D'UN AUTRE UTILISATEUR SUR LE RESEAU	6
Article 08- CONTINUITE DE LA FOURNITURE	6
Article 09- PERIODES TARIFAIRES	6
Article 10- DEBIT MIS A DISPOSITION	6
10.1. Révision à la hausse	7
10.2. Révision à la baisse	7
10.3. Dépassement du débit mis à disposition	7
Article 11- PRIX DE LA FOURNITURE	8
Article 12- FACTURATION ET PAIEMENT	8
12.1- Mesure et contrôle de l'énergie	8
12.2. Facturation et exécution des paiements	9
12.3. Contestation des factures	9
Article 13- DELAI DE DECLARATION DE SINISTRE	10
Article 14- CAS DE FORCE MAJEURE	10
Article 15- IMPOTS ET TAXES	11
Article 16- REVISION DU CONTRAT	11
Article 17- SUBSTITUTION, CESSIION DU CONTRAT	11
Article 18- RESILIATION DU CONTRAT	11
Article 19- REGLEMENT DES LITIGES	12
Article 20- TIMBRE ET ENREGISTREMENT	12
Article 21- DUREE DU CONTRAT	12
Article 22- ENTREE EN VIGUEUR ET DATE D'EFFET	12
CONDITIONS PARTICULIERES	13

Le présent contrat relatif à la fourniture en moyenne pression « MP », est établi dans le cas où le demandeur de raccordement est différent de celui qui va bénéficier de la fourniture d'énergie gazière, ou pour les clients qui souhaitent un contrat de raccordement séparé du contrat de fourniture.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

CONDITIONS GENERALES

Article 01 – OBJET DU CONTRAT

Le présent Contrat a pour objet de fixer les conditions techniques, financières et juridiques sous lesquelles le Distributeur s'engage à fournir au Client le gaz naturel au tarif réglementé dans les limites du débit déterminé dans les « Conditions Particulières ».

Article 02 – DEFINITIONS

Les termes et expressions ci-après, utilisés dans le présent Contrat, ont les significations suivantes :

Client moyenne pression MP : Client dont les installations sont raccordées au réseau de distribution du gaz à une pression absolue inférieure ou égale à deux (02) bars et supérieure ou égale à 1,021 bars absolu.

Commission de régulation de l'électricité et du gaz (CREG) : Organisme indépendant chargé d'assurer le respect de la réglementation technique, économique et environnementale, la protection des consommateurs, la transparence des transactions et la non-discrimination entre opérateurs.

Dispositif de comptage : Dispositif qui a pour fonction principale la mesure et le calcul du volume de gaz consommé. Il peut assurer en outre, des fonctions complémentaires de mesure et de contrôle des paramètres de fonctionnement (Pression, ...). Il est composé de compteur, correcteur, appareils de mesure, ou équipements de télécommunication y afférents

Installation intérieure : Ensemble des ouvrages et équipements situés en aval du poste de livraison.

Poste de livraison gaz : Installation située à l'extrémité aval du réseau de distribution assurant principalement les fonctions de régulation, de détente et de mesurage des volumes de gaz en un point de livraison.

Point de livraison « PDL » : Point physique entre le client et le réseau de distribution pour le soutirage du gaz. Il est généralement identifié par référence à une extrémité d'un élément d'ouvrage gazier. Il coïncide généralement avec la limite de propriété des ouvrages.

Le point de livraison est précisé dans les « Conditions Particulières » du contrat de raccordement.

Raccordement gaz : L'ensemble des équipements de raccordement y compris le poste.

Réseau de distribution du gaz : Ensemble d'ouvrages constitué de canalisations, postes ainsi que d'annexes et auxiliaires aux fins de distribution du gaz.

Débit mis à disposition (DMD) : Débit horaire réservé par le Distributeur en vertu d'un accord et que le Client peut appeler, à tout moment, selon ses besoins.

Débit maximal appelé (DMA) : Débit maximal absorbé par les installations gazières et les appareils des clients raccordés au réseau durant la période de facturation.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

Article 03 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent Contrat est constitué des documents contractuels suivants :

- Les présentes Conditions Générales.
- Les Conditions Particulières.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du présent Contrat, les Conditions Particulières prévalent sur les Conditions Générales.

Article 04 – ENGAGEMENTS ET RESPONSABILITES DES PARTIES

Le Distributeur est responsable, dans le présent Contrat, de la bonne exécution de ses prestations. En outre, il prend l'engagement :

- De s'acquitter de ses obligations selon les règles techniques et la réglementation en vigueur ;
- A fournir au Client l'énergie gazière au tarif réglementé dans les limites du débit mis à disposition fixé dans les « Conditions Particulières » ;
- De réparer les préjudices causés au Client du fait du non-respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Le Distributeur n'est pas tenu responsable en cas de dommages subis par le Client du fait d'une utilisation non conforme des appareils de mesure et de son installation intérieure.

Le Client s'engage à utiliser l'énergie fournie par le Distributeur exclusivement pour ses besoins propres ou les besoins de son unité. Il ne pourra la rétrocéder à des tiers qu'avec le consentement écrit préalable du Distributeur et aux conditions fixées par ce dernier, sous peine de l'application des dispositions pénales prévues par les textes en vigueur ;

Chacune des parties est responsable de l'exécution des obligations mises à sa charge au titre du présent Contrat.

En cas de contestation par l'une ou l'autre des deux parties, il peut être fait appel à un expert désigné d'un commun accord pour déterminer la responsabilité et évaluer le préjudice. En cas de désaccord sur les conclusions de ladite expertise, le rapport de l'expertise est soumis à l'avis de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz.

Dans tous les cas, il n'y a lieu à indemnité que dans la mesure du préjudice.

Les parties reconnaissent que le présent Contrat ainsi que leurs droits et obligations réciproques sont soumis entièrement à la législation et à la réglementation en vigueur.

Article 05 – INSTALLATIONS INTERIEURES DU CLIENT

Les installations intérieures sont réalisées et entretenues par le Client et à ses frais. Elles sont sa propriété et elles doivent être conformes aux règlements et normes techniques et de sécurité en vigueur.

Le Distributeur est autorisé à vérifier, à tout moment, la conformité des installations intérieures du Client. Si l'installation est reconnue défectueuse par le Distributeur ou si le Client s'oppose à sa vérification, le Distributeur peut soit refuser d'effectuer la fourniture de gaz, soit procéder à l'interruption de la fourniture.

Toute modification des installations fonctionnant à la pression de livraison devra être soumise à l'approbation préalable du Distributeur.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

Sans préjudice du droit du Distributeur de refuser ou d'interrompre la fourniture de gaz, en cas de désaccord sur les mesures à prendre en vue de faire disparaître toute cause de perturbation dans l'exploitation des réseaux et le fonctionnement général de la distribution, le différend sera soumis à la Commission de régulation de l'électricité et du gaz par la partie la plus diligente.

Dans le cas où la Commission de régulation de l'électricité et du gaz règle le différend en faveur du client, le distributeur devra indemniser ce dernier à hauteur du préjudice causé.

Le Client et le Distributeur sont respectivement responsables de tous les actes exécutés par leurs personnels respectifs dans le poste de livraison.

En outre l'installation du Client doit fonctionner de sorte à empêcher tout usage illicite ou frauduleux de l'énergie gazière.

Article 06 – DISPOSITIF DE COMPTAGE

Le poste de livraison est équipé d'un dispositif de comptage fourni, mis en place, vérifié, scellé, entretenu et renouvelé par le Distributeur. Les frais de pose et d'installation du dispositif de comptage sont à la charge du Client. Le Distributeur reste le propriétaire de ce dispositif.

La mise en place et l'entretien des abris et utilités nécessaires à l'installation et au fonctionnement du dispositif de comptage sont pris en charge par le Client.

Le dispositif de comptage est de type approuvé par l'organisme national chargé de la métrologie légale et conforme aux spécifications réglementaires. Les caractéristiques du dispositif de comptage sont précisées, aux « Conditions particulières » du présent Contrat.

Le débit ainsi que les quantités de gaz livrées au Client seront contrôlées et mesurées à l'aide des appareils dont la nomenclature figure aux « Conditions Particulières ». En cas de modification des débits mis à disposition, à la demande du Client, les appareils de mesure devront, si nécessaire, être modifiés ou remplacés, aux frais du Client, par d'autres appareils de calibre et de type convenable.

Le Client aura toujours le droit de demander la vérification des appareils de mesure et de contrôle par un expert désigné d'un commun accord avec le Distributeur. Dans ce cas, les frais de vérification seront à la charge du Client si le compteur vérifié est reconnu exact, dans la limite de la tolérance réglementaire fixée à plus ou moins 3%. Dans le cas contraire, les frais seront à la charge du Distributeur.

Un contrôle systématique et approfondi du dispositif de comptage sera effectué contradictoirement à l'initiative et aux frais du Distributeur au moins une (1) fois tous les cinq (5) ans, le Client sera prévenu au moins trois (3) jours à l'avance de ce contrôle.

Le Client devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les agents du Distributeur puissent, en tout temps, avoir accès directement et immédiatement au poste de livraison et aux appareils de mesure.

Les dégâts causés au dispositif de comptage du Distributeur par le fait du Client sont à la charge de ce dernier.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

Article 07 – RACCORDEMENT D'UN AUTRE UTILISATEUR SUR LE RESEAU (DROIT DE SUITE)

Le Distributeur s'engage à informer le Client de toute demande de raccordement d'un autre utilisateur sur le réseau auquel il a participé financièrement. Le Client ne peut pas s'opposer, au raccordement par le Distributeur, d'un autre utilisateur sur le réseau.

Dans tous les cas, le raccordement d'un autre utilisateur sur le réseau donne lieu, pendant les cinq (5) ans à partir de la première mise en service de l'ouvrage, à un remboursement du Client, par le Distributeur, d'un droit de suite.

Le nouvel utilisateur devra s'acquitter auprès de Distributeur d'un droit de suite calculé selon la formule définie dans les « Conditions Particulières ». Ce droit de suite sera intégralement reversé par le Distributeur au Client.

Le droit de suite est applicable également au Distributeur dans le cas où ce dernier souhaiterait utiliser le raccordement pour ses usages propres, et en cas d'augmentation de débit mis à disposition par l'un des précédents clients.

Le droit de suite est pris en compte dans les éléments de prix par voie d'avenant au présent Contrat.

Article 08 – CONTINUITE DE LA FOURNITURE

Le débit mis à disposition fixé aux « Conditions Particulières » est garanti en permanence au Client, sauf en cas d'incidents, d'intempéries ou de force majeure.

Toutefois, le Distributeur aura la faculté de réduire ou d'interrompre la fourniture de gaz pour procéder à des travaux d'entretien ou de réparations éventuelles ou de raccordement ou encore pour des motifs de sécurité.

Dans les cas d'arrêts de la fourniture de gaz pour entretien ou travaux programmés par le Distributeur, le Client sera prévenu du jour, de l'heure et de la durée, de l'interruption au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance par avis collectif et éventuellement par notification individuelle. Le Distributeur s'efforcera de réduire les arrêts au minimum et de les situer, dans toute la mesure compatible avec les nécessités de son exploitation, aux périodes et heures susceptibles de provoquer le moins de gêne possible au Client.

Article 09 – PERIODES TARIFAIRES

Les prix de l'énergie gazière sont modulés selon le système tarifaire en vigueur. Les postes horaires sont indiqués aux « Conditions Particulières ».

Article 10 – DEBIT MIS A DISPOSITION

Sur la base des éléments d'information fournis par le Client, le Distributeur l'assiste et le conseille sur le choix le plus approprié du débit et de l'option tarifaire à souscrire par rapport à ses besoins et son mode de consommation. Il appartient au Client de s'assurer, notamment en faisant appel à un bureau d'étude spécialisé, de l'adéquation du débit mis à disposition à ses besoins et à son mode de consommation.

Le débit mis à disposition est fixé dans les « Conditions Particulières », conformément aux valeurs normalisées approuvées par la Commission de régulation de l'électricité et du gaz.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

10-1. Révision à la hausse

L'augmentation du débit est traitée similairement à la première attribution. La demande du Client est soumise à l'accord du Distributeur sur la nouvelle valeur du débit et sur sa date de mise à disposition.

- ı Si ce débit est disponible, le Distributeur satisfait immédiatement la demande du Client.
- ı Si un renforcement du réseau est nécessaire, le Client est tenu de payer au Distributeur les frais de renforcement.

Le Distributeur satisfera la demande dans les limites des délais de réalisation, aux conditions prévues par la réglementation.

Cette modification se fait par avenant au présent Contrat.

10-2. Révision à la baisse

La révision à la baisse du débit mis à disposition est possible, à concurrence de 30%, une seule fois tous les cinq (5) ans et une (1) année après la date d'entrée en vigueur du présent Contrat.

La demande du Client doit être motivée. Il ne doit pas avoir déjà bénéficié d'une augmentation du débit durant les deux (2) dernières années précédant sa demande.

Les éventuels travaux nécessaires à cette révision sont à la charge du Client.

Cette modification se fait par avenant au présent Contrat.

10-3. Dépassement du débit mis à disposition

Le dépassement est le débit non souscrit, appelé à titre exceptionnel par le Client.

Le Distributeur n'est pas tenu de faire face aux appels de débit qui dépasse le débit souscrit et peut, en cas de dépassements observés, prendre les mesures suivantes :

- ı Au premier dépassement, le Distributeur avertit officiellement le Client.
- ı Si un second dépassement est constaté au cours de la période de douze (12) mois qui suit, le Distributeur se réserve le droit soit de :
 - Réajuster le débit mis à disposition à une nouvelle valeur, quand le réseau le permet.
 - Exiger du Client de prendre à ses frais les mesures nécessaires pour limiter le débit appelé à la valeur du débit mis à disposition. Ces mesures peuvent aller jusqu'à l'installation de dispositifs automatiques de limitation de débit. Si ce dernier refuse de prendre les mesures nécessaires, le Distributeur peut procéder à la suspension de la fourniture.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

Article 11 – PRIX DE LA FOURNITURE

Les fournitures d'énergie sont facturées, en hors taxes, mensuellement selon la formule suivante :

$$F = a + (c \times Dmd + d \times Dma) + e \times Q$$

Avec :

F	Montant mensuel de la facture (DA)
a	Redevance fixe mensuelle (DA)
Dmd	Débit mis à disposition (thermie/heure)
Dma	Débit maximal absorbé (thermie/heure)
c & d	Prix unitaire de la facturation des Dmd et Dma (cDA/thermie/heure)
e	Prix unitaire de l'énergie (cDA/thermie)
Q	Quantité de gaz consommée pendant la période de facturation (thermie)

Pour les tarifs qui ne prennent pas en compte le débit maximum absorbé, la formule de la facturation est réduite à la forme suivante :

$$F = a + (c \times Dmd) + (e \times Q)$$

La somme (a+cxDmd) constitue une prime fixe qui ne dépend que du débit mis à disposition.

Les tarifs sont indiqués aux « Conditions Particulières », conformément aux tarifs en vigueur au moment de la signature du contrat. En cas de publication d'une nouvelle décision fixant les tarifs, les nouveaux tarifs sont applicables à partir de la date d'effet de cette décision sans qu'il soit nécessaire de réviser le présent Contrat.

Article 12 – FACTURATION ET PAIEMENT

12.1- Mesure et contrôle de l'énergie

Le Distributeur procède, une (1) fois par mois, aux relevés des compteurs pour établir la facture de consommation de l'énergie gazière.

Le calcul des quantités de gaz livrées sera effectué par le Distributeur. Les volumes enregistrés au compteur étant, pour les besoins de la facturation, ramenés par le calcul à la température de 15°C et à la pression d'un (1) bar.

Dans le cas où le relevé des consommations de l'énergie gazière d'un client n'a pas pu être effectué pour contrainte ou impossibilité d'accès au comptage et après un préavis dûment notifié au client qui en a accusé réception, ou défectuosité de comptage, le Distributeur établit, à titre exceptionnel, une facturation au forfait calculée sur la base d'une procédure approuvée par la Commission de régulation de l'électricité et du gaz. Cette procédure définit la méthodologie d'estimation des quantités consommées durant la période de défectuosité du comptage ou d'impossibilité d'accès à ce dernier.

En tout état de cause, la facturation au forfait ne peut dépasser deux (2) facturations consécutives quand l'avarie du dispositif de comptage incombe au distributeur et ne nécessite pas l'adaptation de l'équipement du poste de livraison du client.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

Pour les autres situations non réglées et au-delà de ces deux cycles de facturation, des dispositions doivent être dégagées d'un commun accord entre le Client et le Distributeur, pour maintenir ce mode de facturation tout en fixant un échéancier pour normaliser la situation.

Le Distributeur informera le Client du mode de calcul de sa facturation et des conditions de solde des comptes à la normalisation des comptages.

12.2. Facturation et exécution des paiements :

La facturation intervient à compter de la mise en service de l'installation du Client.

Lorsque la mise en service ne peut intervenir, du fait du Client, la redevance fixe et le coût du débit mis à disposition, sont facturés à la date de fin des travaux, qui sera notifiée au Client avec accusé de réception.

La facturation s'effectue chaque mois sur la base des quantités relevées ou, à défaut, des quantités estimées.

Les factures du Distributeur sont payables dans les quinze (15) jours suivant la date de leur réception. A défaut de paiement dans ce délai, et sept (7) jours après une mise en demeure du client restée infructueuse, le Distributeur a le droit de suspendre la fourniture sans préjudice d'éventuelles poursuites judiciaires, notamment le recours à la procédure d'injonction de payer.

La mise en demeure portant préavis de coupure sera adressée avec accusé de réception et devra indiquer le jour et l'heure de la coupure.

A défaut d'un accusé de réception du Client au préavis de coupure, ce préavis est notifié par voie d'huissier ou par un agent du Distributeur. Le procès-verbal de notification ou de carence établi par l'agent du Distributeur ou par l'huissier, vaut accusé de réception.

Les frais de la suspension et du rétablissement de la fourniture seront à la charge du Client.

12.3. Contestation des factures

En cas de contestation d'une facture, le Client n'est pas tenu de la régler. Il doit demander au Distributeur l'établissement d'une nouvelle facture avec les rectifications nécessaires, le cas échéant.

En cas d'erreur de facturation pour quelque motif que ce soit :

- ı Le Client peut contester rétroactivement ses factures pendant une durée maximale de cinq (5) ans.
- ı Le Distributeur, peut rectifier rétroactivement les factures pendant une durée maximale de cinq (5) ans et procéder à leur redressement. Le redressement est calculé selon les tarifs en vigueur au moment des faits.

Aucune majoration au titre d'intérêt de retard ou de pénalité ne peut être exigée au Client.

Les factures contestées ne peuvent être concernées ni par les actions de recouvrement ni par la suspension de la fourniture d'énergie, jusqu'au règlement de la contestation.

En cas de fraude sur le matériel de comptage et sans préjudice de l'application des dispositions pénales en vigueur, Le Client prend à sa charge tous les frais liés au traitement du dossier de fraude.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

Article 13 – DELAÏ DE DECLARATION DE SINISTRE

Le Client doit procéder à la déclaration de tout sinistre survenu au niveau de son installation dû à une perturbation provenant du réseau du Distributeur gaz, au plus tard sept (7) jours à partir de la survenance du sinistre. Le Distributeur ne sera pas tenu responsable des conséquences dues à une déclaration tardive de tout sinistre.

Un agent du Distributeur se déplacera dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 10 jours qui suivent la déclaration du sinistre, chez le Client, en vue de l'établissement d'un constat contradictoire dont les résultats détermineront la responsabilité ou non du Distributeur. Le Client ne doit en aucun cas effectuer de réparation sur son appareil avant l'intervention de cet agent.

Article 14 – CAS DE FORCE MAJEURE

Pour l'exécution du présent Contrat, un événement de force majeure désigne tout événement irrésistible, imprévisible et extérieur à la volonté des parties, rendant impossible l'exécution de tout ou partie des obligations contractuelles de l'une ou l'autre des parties.

En plus des cas de force majeure identifiés comme tels conformément à la définition donnée ci-dessus (incendies, inondations, séisme perturbations atmosphériques, état de guerre...etc.), les circonstances suivantes sont considérées comme des cas de force majeure par les parties :

- Les destructions volontaires dues à des actes de guerre, émeutes, pillage, sabotage, attentats ou atteintes délictuelles ;
- Les mises hors service d'ouvrages ou la réduction de livraisons imposées par les pouvoirs publics.
- Les délestages imposés par les grèves du personnel dans la seule hypothèse où elles revêtent les caractéristiques de la force majeure.
- L'indisponibilité soudaine, fortuite et simultanée de plusieurs installations de production raccordées au réseau de transport et réseau de distribution, conduisant à l'impossibilité de subvenir aux besoins de la consommation nationale dans le respect des règles relatives à l'interconnexion des différents réseaux nationaux du gaz
- Accident grave d'exploitation ou de matériel, ou faits d'un tiers, tels que leurs conséquences ne puissent être compensées par des moyens dont doivent normalement disposer les parties intéressées.

Les parties n'encourent aucune responsabilité et ne sont tenues d'aucune obligation de réparation au titre des dommages subis par l'une ou l'autre du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de tout ou partie de leurs obligations contractuelles, lorsque cette inexécution ou cette exécution défectueuse a pour cause la survenance d'un événement de force majeure. Les obligations contractuelles des parties sont alors suspendues pendant toute la durée de l'événement de force majeure.

La partie qui désire invoquer l'événement de force majeure informe l'autre partie par tout moyen, dans les meilleurs délais, de la nature de l'événement de force majeure invoqué et de sa durée probable.

Toute partie qui invoque un événement de force majeure a l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour en limiter la portée et la durée.

Si un événement de force majeure a une durée supérieure à trois (3) mois, chacune des parties peut résilier le présent Contrat, sans qu'il en résulte un quelconque droit à indemnité pour l'autre partie, par l'envoi à l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

Article 15 – IMPOTS ET TAXES

Les montants de la participation du Client aux travaux de réalisation de l'ouvrage de raccordement figurants aux « Conditions Particulières » s'entendent hors taxes. Ils seront majorés du montant des taxes ou impôts actuels ou futurs, conformément à la législation en vigueur. Les prix de la fourniture s'entendent hors taxes. Ils seront majorés du montant des taxes ou impôts actuels ou futurs, conformément à la législation en vigueur.

L'ensemble des prix associés à cette fourniture et notamment ceux figurants aux « Conditions Particulières » sont des montants hors taxes. Ils seront majorés du montant des taxes ou impôts actuels ou futurs relatifs à la présente fourniture.

Les Clients exonérés ou affranchis du paiement des taxes et impôts, doivent présenter au Distributeur les documents nécessaires pour que ces taxes et impôts ne leur soient pas facturés.

Article 16 – REVISION DU CONTRAT

Le présent Contrat sera révisé de plein droit, en cas de modification de la législation ou de la réglementation en vigueur. Les nouvelles dispositions, notamment celles relatives aux frais de raccordement ou aux tarifs de fourniture, s'appliqueront sur les facturations consécutives à leur mise en vigueur.

Toute autre modification du présent Contrat fera l'objet d'un avenant.

Article 17 – SUBSTITUTION - CESSION DU CONTRAT

Toute substitution ou cession reste subordonnée à l'accord préalable écrit du Distributeur. En cas d'accord du Distributeur, un avenant au présent Contrat est conclu entre ce dernier et le cessionnaire.

Le cessionnaire se substitue au cédant pour l'exécution de l'intégralité des obligations du cédant, qu'elles soient nées ou non, avant la cession du présent Contrat. Le cessionnaire est en conséquence redevable envers le Distributeur des sommes restant dues par le cédant en vertu du présent Contrat à la date de la cession.

Article 18 – RESILIATION DU CONTRAT

Le présent Contrat peut être résilié à l'initiative du Client ou du Distributeur en cas de manquement aux obligations contractuelles. Cette résiliation fait suite à deux mises en demeure écrites, restées infructueuses, adressées à la partie défaillante lui demandant de respecter ses engagements dans le délai fixé. Outre, la résiliation unilatérale, il peut être procédé à la résiliation du présent Contrat sur accord des deux parties.

Les dédommagements nés de cette résiliation sont à la charge de la partie défaillante.

Lorsque le Client décide de mettre fin au présent Contrat avant la fin des travaux de raccordement, il n'ouvre pas droit au remboursement des frais de raccordement qu'il aurait avancé ou payé auparavant et le cas échéant, il doit s'acquitter des sommes dues pour tous les travaux réalisés.

Le Client peut résilier le présent Contrat à tout moment moyennant le respect d'un préavis d'un (1) mois.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

Le Distributeur peut résilier le présent Contrat si, en dépit de la suspension de la fourniture de l'énergie gazière au Client, le règlement des impayés n'est pas intervenu dans un délai de soixante (60) jours suivant la date limite de paiement.

Toutefois et avant de recourir à la résiliation, le Distributeur peut proposer au Client un rééchelonnement de sa dette, suivant un échéancier convenu entre les deux parties. En cas de refus du Client, le Distributeur peut mettre fin au présent Contrat, nonobstant le recours aux autres voies de recouvrement.

En cas de faillite, de règlement judiciaire ou de liquidation, de l'une ou des deux parties, le présent Contrat est résilié de plein droit.

Le présent Contrat peut également être résilié en cas de survenance d'un événement de force majeure se prolongeant au-delà de trois (3) mois, tel que précisé à l'article 14 ci-dessus.

A la résiliation du Contrat, le Distributeur procède à la suspension de la fourniture d'énergie, à la dépose du compteur, à l'établissement d'un décompte de résiliation qui déterminera la dette résiduelle du Client envers le Distributeur.

Article 19 – REGLEMENT DES LITIGES

Tout litige né de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent Contrat sera soumis à une procédure de conciliation à l'amiable. Cette procédure n'exclut pas le recours à des experts désignés par les parties elles-mêmes.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, et après épuisement de toutes les voies de recours, y compris la saisine de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz, le litige sera soumis à la juridiction compétente.

Article 20 – TIMBRE ET ENREGISTREMENT

Les frais de timbre du présent Contrat sont à la charge du Client, sauf dans les cas d'exceptions, conformément à la législation en vigueur.

Article 21 – DUREE DU CONTRAT

Le présent Contrat est conclu pour la durée indiquée aux « Conditions Particulières ».

A l'exception des raccordements saisonniers liés à un besoin particulier, cette durée ne saurait être inférieure à cinq (5) ans à partir de la date de mise en service du raccordement.

Article 22 – ENTREE EN VIGUEUR ET DATE D'EFFET

Le présent Contrat entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.

La date d'effet du présent Contrat est fixée dans les « Conditions Particulières ». Elle correspond à la date de la mise en service de l'installation du client.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

CONDITIONS PARTICULIERES

N° fichier /Client	N° du Contrat	Code d'activité économique	TARIF
.....	N° <i>Le Distributeur</i> <i>Concession</i>		

Article I – DISPOSITIONS GENERALES

I.1. Nom ou Raison Sociale du Client :

.....

I.2. Lieu de la fourniture :

.....

Article II – CARACTERISTIQUES DU GAZ NATUREL

5.1. Composition : Le gaz naturel livré est un mélange contenant une forte proportion de méthane en volume, d'autres hydrocarbures gazeux et de gaz non combustibles.

5.2. Pouvoir Calorifique : Le pouvoir calorifique supérieur est défini comme étant la valeur moyenne mensuelle du pouvoir calorifique supérieur du gaz effectivement livré, mesuré à la température de 15°C et sous la pression d'un (01) bar.

5.3. Odorisation : Le gaz naturel est odorisé de façon que les fuites soient immédiatement perceptibles à l'odorat. Cette odeur doit disparaître à la combustion du gaz.

5.4. Pression de livraison : La pression absolue garantie à l'aval du poste de livraison est fixée conformément à la réglementation en vigueur. La pression absolue garantie à l'aval du poste de livraison :bars.

5.5. Débit mis à disposition du Client : m³ par heure.

Article III – DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est conclu pour une durée de ans à partir de sa date d'entrée en vigueur.

Si l'une des parties n'a pas manifesté par lettre recommandée **(1) mois** au moins avant l'expiration du contrat, sa volonté de ne pas le renouveler, il sera reconduit aux mêmes conditions contractuelles, par tacite reconduction, par période d'un an. Il pourra être résilié à tout moment par l'une des parties moyennant le respect d'un préavis d'un mois.

En cas de factures impayées et après suppression de la fourniture d'énergie conformément à l'article 12.2 des Conditions Générales, le Distributeur se réserve le droit de procéder à la résiliation du présent contrat après avoir effectué le retrait de l'ouvrage du Client (poste MP) du réseau d'alimentation. Les frais de résiliation seront à la charge du Client.

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

Article IV – DISPOSITIONS TARIFAIRES

Code Tarif appliqué :

Eléments de facturation	Prix	Unités
Redevance fixe		DA / mois
Prix débit mis à disposition (c)		DA /Th/mois
Prix de l'énergie consommée (e)		DA /Th/

Article V – CALCUL DES DROITS DE SUITE

La formule de calcul des droits de suite, lors de l'établissement des devis de raccordement des nouveaux Clients à partir d'un ouvrage financé par un précédent Client, se présente comme suit :

$$\text{Montant des droits de suite} = \frac{R \times l \times d \times (5-n)}{5 \times L \times D}$$

Où :

R : montant de la participation du premier Client sur le réseau.

l : longueur utilisée par le nouveau Client.

d : débit du nouveau Client.

L : longueur totale de la première extension.

D : débit total (celle de l'ancien Client + celle du nouveau Client).

n : nombre d'années écoulées depuis la mise en service de la ligne au jour du calcul.

Article VI – ELECTION DE DOMICILE DES PARTIES

Les avis et les notifications faits par l'une des parties à l'autre, pour les besoins du présent contrat, seront adressés par écrit ainsi qu'il suit :

- Avis donné par le Client au Distributeur à l'adresse suivante :

Concession de Distribution de

Siège social

Tél :

Fax :

- Avis donné par le Distributeur au Client à l'adresse suivante :

Nom du Client :

Adresse :

Tél :

Fax :

Paraphe	Le Client	Le Distributeur

Article VII – DATE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat prendra effet à compter du pour la durée mentionnée à l'article n°III des conditions particulières.

Fait en deux (02) exemplaires

à, le.....

Le Client (1)

**Pour, Le Distributeur
Le Directeur de la Concession de**

Signature et cachet humide

Signature et cachet humide

(1) Faire précéder la signature par la mention « Lu et approuvé »

Paraphe	Le Client	Le Distributeur